Strasbourg (67) : le Maroc veut s’emparer de la grande mosquée

06/06/2016 à 19h53

C’était réunion de crise ce week-end à la grande mosquée de Strasbourg à la veille de l’ouverture du Ramadan. Le président de l’association qui gère l’institution vient de démissionner, comme trois autres présidents avant lui depuis 2013. À l’origine de ce dernier retournement, une visite à Rabat début mai lors de laquelle le Maroc a menacé de cesser de financer la mosquée si elle ne suivait pas ses conditions.

L’ouverture de la grande mosquée de Strasbourg en 2012 avait le goût d’une promesse, celle d’un Islam de France en émergence. La mosquée qui réunirait toute la communauté musulmane par-delà les origines diverses des fidèles. La vitrine et l’animatrice d’un « Islam du juste milieu », financée à 25% par l’argent public alsacien (Ville, Département, Région) grâce au droit local et à la volonté politique. Mais quatre ans plus tard, son bilan est amer. En pleine crise de l’image de l’Islam, l’institution est rongée par des conflits internes et sa voix reste donc inaudible. Quant à son indépendance, il n’en est plus question, le Maroc veut la récupérer dans son giron et c’est lui qui tient les cordons de la bourse.(…)

D’après des informations qui ont fuité sur cette visite, Abdellah Boussouf a posé un ultimatum aux administrateurs de la grande mosquée : soit ils acceptent de passer une convention avec le Maroc et de mettre en place un recteur et une équipe salariée fixe à la tête de la mosquée, payés grâce à des subventions marocaines, soit ils ne pourront à l’avenir

plus compter sur le soutien financier du royaume chérifien. Une autre condition est posée : que la mosquée de la Robertsau soit rattachée juridiquement à la grande mosquée et passe donc elle aussi sous le contrôle de l'équipe marocaine. Au poste clé de recteur, Abdellah Boussouf exige l'ancien président de la GMS, Saïd Aalla. (…)

> ***« Si le Maroc veut avoir le maximum de mosquées en France, c'est d'abord pour avoir un lobby qui défend sa domination sur le Sahara Occidental afin que la France ne lâche pas le Maroc sur ce dossier. » (…)***

Source